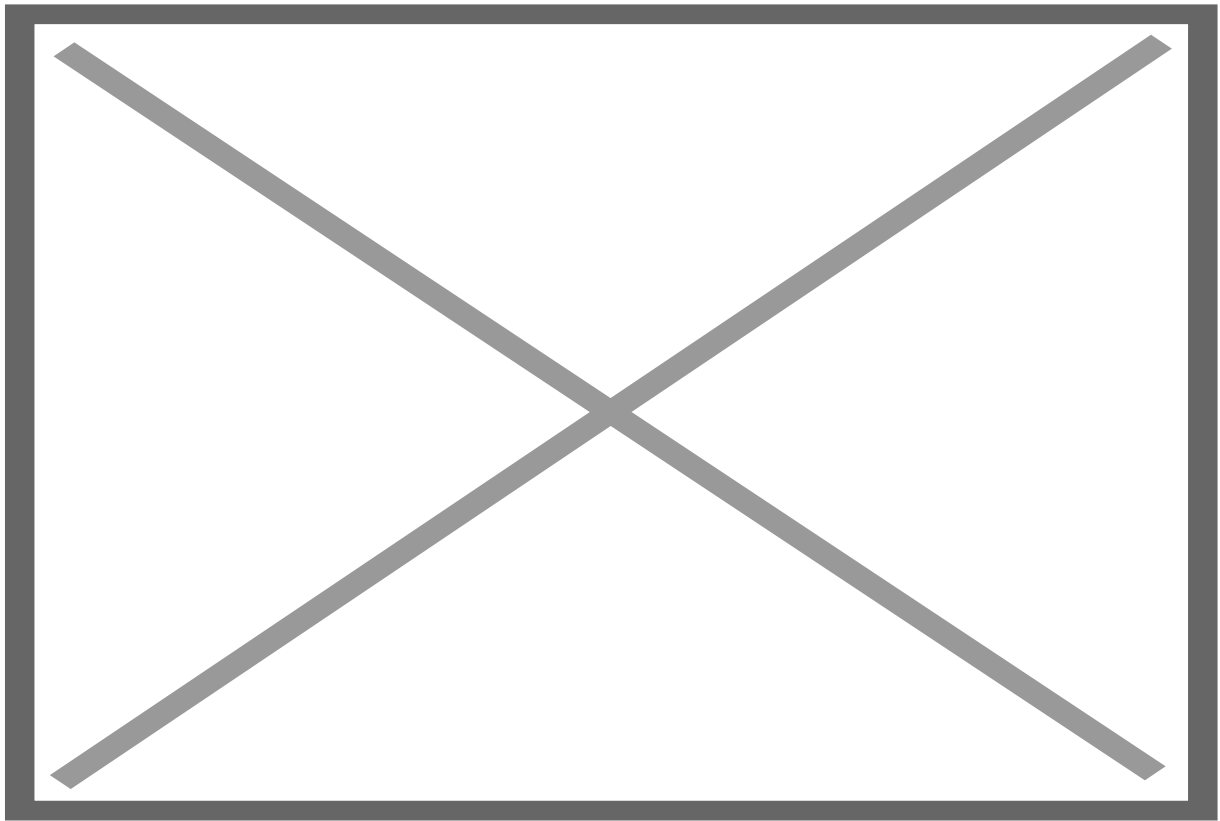


Une approche palestinienne de lâ??Ã©lection amÃ©ricaine

Description

Par Haidar Eid, le 16 novembre 2020



Des Palestiniens passent devant la fresque du prÃ©sident amÃ©ricain Donald Trump, Ã Gaza le 4 novembre 2020. Photo par Mahmoud Ajjour

La semaine derniÃ¨re a vu lâ??Ã©lection dâ??un nouveau prÃ©sident amÃ©ricain. Les Ã©lections aux Ãtats-Unis peuvent avoir un impact massif dans le monde entier. Alors, que signifient les rÃ©sultats pour nous, Palestiniens ?

Lâ??administration de Donald Trump a sans doute Ã©tÃ© la plus ambitieuse dans son adoption complÃ©te dâ??un programme favorisant les colons de droite dâ??IsraÃ«l qui occupent le territoire palestinien en Cisjordanie. Joe Biden va-t-il Ãªtre diffÃ©rent ?

Câ??est la question qui a Ã©tÃ© soulevÃ©e par la plupart des Palestiniens ces derniers jours et, tout aussi souvent, la rÃ©ponse a Ã©tÃ© dâ??ignorer la question.

Les nÃ©gociations israÃ©lo-palestiniennes sans fin nâ??ont jusquâ??Ã© prÃ©sent abouti Ã© rien, malgrÃ© les nombreuses visites des secrÃ©taires dâ??Ã©tat et des envoyÃ©s de paix amÃ©ricains dans la rÃ©gion. Et Ã© chaque fois, les Palestiniens ont Ã©tÃ© accusÃ©s de lâ??Ã©chec des

négociations. Chaque fois que des pourparlers de haut niveau s'ensuivent, on attend des dirigeants palestiniens qu'ils répondent positivement à toute nouvelle initiative prise par le président américain, quel qu'il soit, en dépit du siège médiéval et hermétique qui continue d'être imposé à Gaza. Le siège a jusqu'à présent entraîné la mort de dizaines de patients gravement malades qui n'ont pas pu être soignés sur place.

En Cisjordanie, il existe une centaine de points de contrôle qui divisent les communautés en morceaux et le mur d'apartheid qui ne cesse de s'étendre et qui exproprie de plus en plus de terres palestiniennes.

Il y a environ 4 500 prisonniers politiques palestiniens, dont 40 femmes et 170 enfants. Ce ne sont là que quelques exemples de l'horreur infligée aux Palestiniens. Nous savons qu'aucune initiative américaine ne discutera de ces questions majeures qui caractérisent la question palestinienne. Et, probablement, aucune initiative ne visera ce qui était autrefois la norme pour un accord : le retrait des forces israéliennes aux frontières de 1967, le soutien du droit au retour des réfugiés palestiniens et la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine.

En effet, aucune administration américaine n'a été un intermédiaire honnête dans le conflit. Au contraire, les États-Unis ont toujours fait preuve d'un penchant pro-israélien. Pendant la présidence de Barack Obama, Washington a rarement exercé son influence pour faire des progrès substantiels vers une paix basée sur la justice. Au lieu de cela, en 2016, l'administration Obama a donné à Israël 38 milliards de dollars d'aide militaire sur une décennie, le plus important programme d'aide de ce type dans l'histoire des États-Unis. Et au plus fort de la campagne électorale cette même année, les démocrates et les républicains se sont affrontés pour savoir qui pouvait défendre le plus vigoureusement l'État juif.

L'administration Trump a coupé les fonds destinés à l'Autorité palestinienne, fermé la mission palestinienne à Washington, supprimé le financement de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens. Si Biden annule toutes ces mesures, cela ne signifie pas la fin du conflit.

Si Biden est sérieux quant à la création d'une paix globale au Moyen-Orient en résolvant la question palestinienne, il ne peut et ne doit pas ignorer le droit au retour de 6 millions de réfugiés dispersés dans le monde entier. Il ne peut pas non plus prendre au sérieux les promesses de Benny Gantz et de Benjamin Netanyahu. Si les Palestiniens décident de retourner à la table des négociations et de reprendre la coordination sécuritaire avec Israël sans modifier fondamentalement le paradigme, ils prouveront que l'histoire se répète comme une tragédie et une farce. Un lourd tribut va être payé, encore une fois.

L'alternative ?

Nous devrions envoyer un message fort à la nouvelle administration pour lui dire que les règles du jeu ont changé et que nous, les Palestiniens, ne reviendrons à la table des négociations qu'une fois qu'Israël aura respecté le droit international. Premièrement, il doit retirer ses troupes des terres qu'il a occupées en 1967, deuxièmement, il doit révoquer les lois fondamentales discriminatoires, y compris la loi sur l'État-nation, et troisièmement, il doit appliquer la résolution 194 des Nations unies, qui permet le retour des réfugiés palestiniens.

Ces paramètres étaient autrefois la référence de ce qui était nécessaire pour garantir un État indépendant de Palestine aux côtés d'Israël, mais Israël n'a jamais répondu positivement à ces paramètres. Aujourd'hui, ces étapes fondamentales et la voie d'une solution à deux États sont essentiellement mortes et la seule alternative démocratique devrait être mise sur la table : un État laïque et démocratique pour tous. Le temps est venu de créer un État pour tous ses citoyens, indépendamment de leur religion, de leur appartenance ethnique et de leur sexe. Nos alliés progressistes naturels au sein du parti démocrate peuvent certainement jouer un rôle en exerçant une pression sur leurs dirigeants à cet égard.

L'administration Biden-Harris devrait se voir rappeler par les dirigeants palestiniens, jour et nuit, ses responsabilités. La gauche des démocrates qui a contribué à la victoire de Biden sont les mêmes militants qui soutiennent les Palestiniens. L'exploitation de cette base pourrait déterminer l'orientation de la politique de la prochaine administration dans la région. Sommes-nous prêts à le faire ?

Source: [Mondoweiss](#)

Traduction GD pour l'Agence Média Palestine.

Tags

1. Donald Trump
2. Élections américaines
3. Israël
4. Joe Biden
5. Palestine

date créée
2020/11/17